



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire visant à modifier les conditions d'exploitation de la  
chaufferie urbaine et de l'installation de cogénération exploitée par la société  
ESTIA RESEAUX DE CHALEUR sur le territoire de la commune de NANCY**

N° 2024-0348  
AIOT 0006200472

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**Vu** le titre VIII du livre I du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2020/1432 du 22 décembre 2020 autorisant la poursuite de l'exploitation d'une chaufferie urbaine et d'une installation de cogénération au titre de la rubrique 3110 pour une puissance nominale totale de 59,53 MW ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance de modification du brûleur de la chaudière n°5 présent au sein de la chaufferie urbaine exploitée par ESTIA RESEAUX DE CHALEUR sur le territoire de la commune de NANCY transmis le 16 octobre 2024 et complété le 5 mars 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 2025\_234 en date du 22 avril 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 22 avril 2025 à la connaissance du demandeur par voie dématérialisée ;

**Vu** l'observation présentée par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 28 avril 2025 ;

**Considérant** que les dangers et inconvénients générés par la modification du brûleur de la chaudière n°5 pour les intérêts visés à l'article L.511.1 du Code de l'environnement peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les mesures mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ainsi que dans le dossier de demande de modification ;

**Considérant** que les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral autorisant et encadrant actuellement l'exploitation par la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR sur le territoire de la commune de Nancy de sa chaufferie urbaine et de son installation de cogénération doivent être modifiées afin d'entériner la modification des conditions d'exploitation sollicitée ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

## ARRETE

### Article 1 :

La société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR, dont le siège se situe 6 rue des Trézelots à Pulnoy, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une chaufferie urbaine ainsi qu'une installation de cogénération au 28, rue Joseph Florentin à NANCY (54000), sous réserve du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 2020/1432 du 22 décembre 2020 complété par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

### Article 2 :

L'article 2.3 de l'arrêté préfectoral 2020/1432 du 22 décembre 2020 est modifié et complété comme suit :

#### « Article 2.3- Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Installation de combustion au sens de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé	Appareil	Combustible	Puissance (MW)	Nombre maximal annuel d'heures équivalentes à un fonctionnement à puissance nominale (h/an)	Date d'autorisation
Installation n° 1	Chaudière n° 1	Gaz naturel/ Fioul domestique	13,83	8 750 (GN) 1 500 (FD)	AP 17/05/1996* Mise en service octobre 1996
	Chaudière n° 2	Gaz naturel/ Fioul domestique	13,83	8 750 (GN) 1 500 (FD)	AP 17/05/1996* Gaz : mise en service en octobre 1996  13/04/2018 Fioul domestique : mise en service en novembre 2017
	Chaudière n° 3	Gaz naturel	4,4	8 750	AP 17/05/1996* Mise en service octobre 1996
	Chaudière n° 5	<b>Gaz naturel</b> /Fioul domestique	9,47	<b>Secours (GN) 1500 (FD)</b>	<b>Présent arrêté</b> <b>Gaz : mise en service en juin 2025</b>  Fioul domestique: mise en service en mars 2019

Installation de combustion au sens de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé	Appareil	Combustible	Puissance (MW)	Nombre maximal annuel d'heures équivalentes à un fonctionnement à puissance nominale (h/an)	Date d'autorisation
	Turbine à gaz	Gaz naturel	17,4	3 648	AP 21/03/2000* Mise en service en janvier 1999
	Groupe électrogène	Fioul domestique	0,6	8 750	AP 17/05/1996* Mise en service en octobre 1996

(\*) : arrêtés préfectoraux abrogés »

### Article 3

L'article 13 de l'arrêté préfectoral 2020/1432 du 22 décembre 2020 est modifié et complété comme suit :

#### « Article 13- Cheminées et vitesses minimales d'éjection

Les caractéristiques des installations de combustion et de la cogénération sont les suivantes :

	<b>Chaudière 1</b>	<b>Chaudière 2</b>	<b>Chaudière 3</b>	<b>Chaudière 5</b>	<b>Cogénération</b>
Combustible	Gaz naturel ou fioul domestique	Gaz naturel ou fioul domestique	Gaz naturel	<b>Gaz naturel ou Fioul domestique</b>	Gaz naturel
Puissance thermique nominale	13,83 MW	13,83 MW	4,4 MW	9,47 MW	17,4 MW
Heures de fonctionnement	8 750 h/an (GN) 1 500 h/an (FOD)	8 750 h/an (GN) 1 500 h/an (FOD)	8 750 h/an	<b>&lt; 500 h/an (GN) 1 500 h/an (FOD)</b>	3 648 h/an
Hauteur de cheminée	20 m	20 m	20 m	22 m	20 m
Diamètre de la cheminée	1 m	1 m	0,55 m	0,8 m	1,4 m
Débit des fumées maximal en m <sup>3</sup> /h	27 412 m <sup>3</sup> /h (GN) 28 249 m <sup>3</sup> /h (FOD)	27 412 m <sup>3</sup> /h (GN) 28 249 m <sup>3</sup> /h (FOD)	8 721 m <sup>3</sup> /h	<b>21367 m<sup>3</sup>/h (GN) 20 426 m<sup>3</sup>/h (FOD)</b>	106 598 m <sup>3</sup> /h
Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	14 622 m <sup>3</sup> /h (GN) 15 117 m <sup>3</sup> /h (FOD)	14 622 m <sup>3</sup> /h (GN) 15 117 m <sup>3</sup> /h (FOD)	4 652 m <sup>3</sup> /h	<b>11398 m<sup>3</sup>/h (GN) 10 352 m<sup>3</sup>/h (FOD)</b>	55 191 m <sup>3</sup> /h
Vitesse d'éjection minimale en marche nominale	8 m/s	8 m/s	8 m/s	8 m/s	25 m/s

Tout changement de combustible sera soumis à l'accord préalable du Préfet sur avis technique de l'inspection des installations classées.

Les flux annuels maximum des polluants émis à l'atmosphère par l'ensemble de l'établissement n'excéderont pas les valeurs suivantes :

Polluants	Flux annuel maximum (t/an)
Oxyde de soufre	20,1
Oxyde d'azote	58,8
Poussières	4,12
Monoxyde de carbone	29,6
HAP	0,01
COV (en carbone total)	77,8

Ce flux maximum prend notamment en compte les émissions canalisées pendant toutes les périodes d'exploitation y compris les périodes visées à l'article 8.4 du présent arrêté préfectoral et, le cas échéant, les émissions diffuses »

#### **Article 4**

L'article 14.4 de l'arrêté préfectoral 2020/1432 du 22 décembre 2020 est modifié et complété comme suit :

##### **« Article 14.4- Valeurs limites des rejets de la chaudière 5**

La durée maximale de fonctionnement au fioul domestique reste inférieure à 1 500 h/an.

La durée maximale de fonctionnement au gaz naturel reste inférieure à 500h/an.

	Combustible	Concentration maximale (mg/Nm <sup>3</sup> )
SO <sub>2</sub>	<b>Gaz naturel</b>	<b>30</b>
	Fioul domestique	170
NOx	<b>Gaz naturel</b>	<b>100</b>
	Fioul domestique	150
Poussières	<b>Gaz naturel</b>	<b>5</b>
	Fioul domestique	30
CO	<b>Gaz naturel</b>	<b>30</b>
	Fioul domestique	50
HAP <sup>1</sup>	<b>Gaz naturel</b>	<b>0,1</b>
	Fioul domestique	0,1
COVNM	<b>Gaz naturel</b>	<b>50</b>
	Fioul domestique	50
Cd+Hg+Tl et leurs composés	<b>Gaz naturel</b>	<b>/</b>
	Fioul domestique	0,1
Cd ou Hg ou Tl	<b>Gaz naturel</b>	<b>/</b>
	Fioul domestique	0,05 par métal
	<b>Gaz naturel</b>	<b>/</b>

	Combustible	Concentration maximale (mg/Nm <sup>3</sup> )
As +Se+Te et leurs composés	Fioul domestique	0,1
Pb et ses composés	<b>Gaz naturel</b>	/
	Fioul domestique	1
Sb+Cr+Co+Cu+S n+Mn+Ni+V+Zn et leurs composés	<b>Gaz naturel</b>	/
	Fioul domestique	5

1 : Benzo (a) anthracène ; Benzo (k) fluoranthène ; Benzo (b) fluoranthène ; Benzo (a) pyrène ; Dibenzo (a, h) anthracène ; Benzo (g, h, i) pérylène ; Indéno (1, 2, 3 - c, d) pyrène ; fluoranthène. ».

## **Article 5**

L'article 43-3 de l'arrêté préfectoral 2020/1432 du 22 décembre 2020 est complété comme suit :

« 43.3.4 -Local de la chaudière 5

*Un dispositif de détection de gaz déclenchant une alarme de dépassement des seuils de danger est mis en place. Il permet :*

- *au seuil 1 fixé à 15 % de la limite inférieure d'explosivité du gaz (LIE), la mise en sécurité de l'appareil concerné et le report de l'incident sur l'astreinte ;*
- *au seuil 2 fixé à 30 % de la LIE, la mise en sécurité de l'ensemble des installations (coupure générale électricité et gaz). »*

## **Article 6 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

## **Article 7 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique , de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

#### **Article 8 : Exécution de l'arrêté et information des tiers**

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société ESTIA RESEAUX DE CHALEUR

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de NANCY

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de 4 mois en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy, le

**30 AVR. 2025**

Le préfet

  
Françoise SOULIMAN